

De l'euphorie à la nostalgie

Les Allemands ont commémoré le vingtième anniversaire de la chute du mur, avec faste, si l'on en croit les images qui ont fait le tour du monde au cours des dernières semaines. La chute du mur, le 9 novembre 1989, fut assurément l'un des grands événements dont il faut se souvenir, depuis celle de Berlin, en 1945. Les Allemands se sont souvenus. Mais l'essentiel n'est pas seulement dans le souvenir. L'essentiel est aussi dans la signification qu'on lui en donne 20 ans plus tard. Et l'euphorie a fait place à l'Ostalgie, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, qu'un « mur » sépare toujours de l'ex-Allemagne de l'Ouest depuis la réunification de 1990.



René Beaudin

candidat à la maîtrise en sciences politiques
université laval

rene.beaudin.1@ulaval.ca

«Le vrai test aura lieu l'an prochain, lors du 20^e anniversaire de la réunification», insiste Yannick Cormier, doctorant en histoire de l'université de Montréal, qui a fait de la «mémoire allemande» l'objet de sa thèse. Il séjourne ainsi fréquemment en Allemagne notamment pour fouiller les archives.

Il évoque le rapport de plus en plus «ambigu» des ex-Allemands de l'Est avec la défunte République démocratique allemande. «Oui c'était une dictature.

Oui, il y avait répression avec la Stasi, la fameuse police politique de l'ex-régime communiste. Mais il y avait un système de santé, un système d'éducation et de l'emploi pour tous. Ce qui n'est plus le cas, près de 20 ans plus tard.» Il évoque comme exemple le sort pénible maintenant réservé à la mère monoparentale.

Oui on se réjouit de la chute du mur et on s'en réjouit encore, sous le fameux cri de ralliement «Unité et liberté», mais pas forcément de ce qui s'en est suivi. La réjouissance est forcément plus mesurée.

«Il remarque que dans chaque discours sur la célébration, il y a un «bémol obligatoire» sur les problèmes non réglés à l'Est,

«mais on fait des progrès, et bla bla bla et bla bla bla». Lors du dixième anniversaire, l'euphorie visiblement n'était plus au rendez-vous. «On se promettait pourtant un party d'enfer», rappelle Yannick Cormier. «Mais ce ne fut qu'une petite Saint-Jean-Baptiste. Ça n'a pas levé. On a été beaucoup plus prudent cette année» ajoute-t-il. «Personne avant la fiesta de la semaine de semaine dernière, n'osait se prononcer sur l'ampleur de la liesse et de la ferveur des fêtards» rappelle-t-il.

Il y a 20 ans, quand le mur est tombé, c'est à l'Est, non à l'Ouest que l'impulsion fut pourtant la plus forte. Quel contraste. La réunification n'a pas été une fusion des deux Allemagnes. Ce fut l'absorption de l'une par l'autre.

L'ex-régime communiste a donné le ton à la répression en Europe communiste avec la STASI. «De 5 à 10 % de la population a travaillé pour la STASI, servi d'indicateur ou d'indicatrice à la fameuse police politique», note Yannick Cormier qui a lui-même fouillé les archives, celles de la STASI comme celles du défunt parti communiste, à Berlin. «C'était stupéfiant

de voir tout ce que l'on y accumulait d'informations sur tous et chacun, notamment, bien sûr, sur leur loyauté politique leur ferveur idéologique. Juristes et historiens les ont fouillées. Il y a eu des procès retentissants. Tous les citoyens pouvaient consulter ces archives ou les dossiers les concernant, mais l'engouement fut limité. Il y a des choses qu'ils préféreraient ne pas savoir en ce qui les concernait personnellement. Il faut passer à autre chose.»

Le poids moral et juridique du défunt régime communiste est considérable, quoique moindre que celui du régime national-socialiste, l'autre dictature, celle dont le souvenir demeure lui aussi un «devoir civique», et encore plus peut-être. Les Allemands entretiennent un malaise persistant à l'égard de leur passé, souligne Yannick Cormier. «C'est un sujet explosif. Comme on dit là-bas, c'est comme allumer un cigare dans un camion bourré de dynamite».

«C'est une chose de se souvenir. C'en est une autre que de gérer un legs moral et juridique considérable. C'est le problème des Allemands. Les deux régimes dont ils sont obligés de se souvenir sont des dictatures responsables de la mort de dizaines de millions de personnes, dans le cas du national-socialisme, ou de l'asservissement économique et de la répression politique pendant 40 ans, dans le cas de la dictature est-allemande», rappelle-t-il.

Ce n'est pas seulement un problème de mémoire, insiste Yannick Cormier, c'en est aussi un d'identité. «Qui suis-je ?» ou «Que suis-je» se demandent les Allemands quand ils constatent que les deux dictatures dont il faut se souvenir et assumer l'héritage sont des «dictatures spécifiquement allemandes » dont les crimes et les abus ont été commis en leur nom, au nom du peuple allemand, de sa «supériorité raciale», dans le cas du régime hitlérien ?

« Comment vivre avec un tel passé ? »

Tout procède de cette fameuse «année zéro», celle de l'anéantissement et de la défaite où le vainqueur impose sa vision de l'histoire au vaincu. «Les Alliés ont alors des intentions claires. Les responsables devront payer pour les crimes commis. Ils devront rendre des comptes. Ce fut le procès de Nuremberg.

C'est la première fois que les Allemands sont confrontés aux crimes commis. C'est une mémoire imposée par en haut. Les Alliés refusent le principe de «culpabilité

collective» du peuple allemand», souligne Yannick Cormier. «C'est important de garder cela en tête», rappelle-t-il. Il évoque : «Nuremberg a consacré le principe de la responsabilité individuelle».

Mais il y eu aussi la dénazification. Il fallait extirper le nazisme de la société allemande, pour la libérer du racisme, du nationalisme et de l'autoritarisme. Mais le projet était d'une telle ampleur qu'il a en partie nourri cette «légende urbaine» que fut, pendant un certain temps, la croyance en une certaine «responsabilité collective». «Tous les hommes et toutes les femmes de 18 à 64 ans durent répondre à un questionnaire de 131 questions, sur leur passé», en tout cas dans les secteurs occidentaux de l'Allemagne occupée. «C'est le premier grand devoir de mémoire», insiste Yannick Cormier, qui a décortiqué ce fameux questionnaire, dans son mémoire de maîtrise.

La dénazification prévoyait divers niveaux de «culpabilité», dont le «suivisme», le plus répandu, et diverses mesures punitives, en vertu du principe de «responsabilité individuelle» pour appartenance aux diverses institutions du régime hitlérien, y compris le Parti national-socialiste, dont la moindre et la plus répandue était la privation d'emploi, pour des centaines de milliers, voire des millions de personnes. La dénazification a créé un gigantesque créneau de mécontentement social, alors qu'il fallait reconstruire un pays presque totalement en ruines et que l'on manquait de main d'oeuvre. On jette l'éponge en 1948. «Les Alliés ont dû choisir entre «oublier» le nazisme s'ils voulaient démocratiser l'Allemagne où renoncer à cette démocratisation s'ils voulaient le liquider. Il fallait créer une communauté prête à accéder à la démocratie, c'est-à-dire être unie, prospère et disposée à tenter une expérience dont le souvenir de l'échec, la défunte république de Weimar, était encore vivant», explique Yannick Cormier.

La politique de Conrad Adenauer, le premier chancelier de la République fédérale allemande, l'ancienne Allemagne de l'Ouest, suivra ainsi pendant 14 ou 15 ans, une «politique du passé», c'est-à-dire une politique d'amnistie massive et d'oubli : «il ne s'est rien passé». Des centaines, voire des milliers de personnes qui avaient «du sang sur les mains» ont ainsi été amnistiées et jamais inquiétées. «Du point de vue de du principe de la culpabilité individuelle, dit Yannick Cormier, ce fut une belle saloperie». Mais enfin !

Or les générations se suivent et ne se ressemblent pas. On veut toujours en apprendre davantage, les enfants posent des questions à leurs parents, et ainsi de suite.

Aujourd'hui, les Allemands sont nettement moins frileux à l'égard de leur passé, de leur identité nationale et de la fierté qu'elle doit inspirer.

Yannick Cormier constate ainsi la «froideur» que le roman de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes*, a récemment reçue en Allemagne, et un «renversement» des rôles. Une «victimisation» de soi envahirait ainsi le souvenir et la mémoire, notamment à cause de la destruction des villes allemandes, par les bombardements pendant la guerre. Mais cela, c'est une autre histoire, un autre débat, pour une autre génération et une autre mémoire.



Mémorial aux victimes des camps de concentration, à Berlin.

Yannick Cormier